

Pour une version « forte » du développement durable

4

LaRevueDurable fait son chemin, trouve sa voie et ses lecteurs. Des pistes qu'elle donne, certains titres ou passages, sont repris ici ou là. Preuve est faite que son contenu suscite de l'intérêt, fait réfléchir et joue son rôle d'informer. Pourtant, les témoignages révèlent aussi qu'il est difficile de « situer » cette revue, de cerner et de comprendre les convictions ou les valeurs qui la guident. Pour tenter de remédier à cette situation, ce coup de projecteur décrit la ligne forte du développement durable que LaRevueDurable défend.

LaRevueDurable n'émane d'aucune institution publique ou privée, n'est le support d'aucune organisation ou réseau associatif. Elle s'est placée sous l'égide du développement durable, mais ne bénéficie pas du soutien d'un groupe de pression particulier. Elle subit plutôt de plein fouet le tort qu'induit la façon dont de grandes entreprises polluantes, en particulier dans le domaine énergétique, récupèrent cette notion. Cette stratégie nourrit en effet les jugements cassants et acerbes qui fusent de plus en plus à l'égard du développement durable. Et ce rejet viscéral d'une partie du public détourne de LaRevueDurable.

Dans ce contexte, il est urgent d'expliquer de la façon la plus synthétique possible les valeurs centrales et les convictions profondes qui guident et motivent la publication, tous les deux mois, avec peu de moyens, de cette revue de vulgarisation.

En finir avec l'utopisme technique

LaRevueDurable ancre ses choix éditoriaux dans une conception « forte » du développement durable. Cette option part du constat que, malgré toutes les prouesses dont les technologies sont capables pour soutenir le système industriel et pallier en partie les destructions que son essor inflige à la planète, ces technologies se heurtent à des butoirs pratiques liés à l'extraordinaire complexité de la biosphère. Ainsi n'ont-elles pas le pouvoir de se substituer aux écosystèmes qui sont à la base de la vie humaine – sols, forêts, rivières, lacs, mers et océans, etc. –, de même qu'à l'atmosphère qui conditionne le climat. Il est donc urgent et vital de tout entreprendre pour préserver l'essentiel du « capital » naturel qui n'a pas encore été détruit.

Certes, les technologies ont un rôle à jouer, mais la nécessaire quête d'une plus grande efficacité du système de production ne représente pas une condition suffisante pour assurer l'avenir de l'humanité. A ce titre, l'évolution de l'usage de la voiture est exemplaire. L'ajout des pots catalytiques et l'amélioration constante des moteurs et des carburants font diminuer les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), de poussières fines, de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxydes d'azote (NO_x) par kilomètre parcouru. Mais l'explosion du trafic routier et des infrastructures routières, jointe à la banalisation de la climatisation et des grosses voitures – notamment des 4x4 – font croître les émissions de CO₂ responsables de l'effet de serre. Et les émissions de poussières fines, de SO₂ et

de NO_x ne peuvent pas reculer autant qu'il faudrait pour préserver la santé publique.

De tels effets pervers sont à l'œuvre partout : le souhait de vivre dans une maison individuelle, la volonté de posséder une voire deux voitures, l'habitude de faire ses courses en grande surface hors du centre-ville, d'acheter des produits courants qui proviennent de l'autre côté de la planète, de prendre l'avion à tout bout de champ et de voyager sans cesse multiplient les nuisances et les pollutions. Au bilan, la croissance du volume d'activités polluantes et dévoreuses d'espaces et d'énergie fait bien plus qu'annuler les bénéfices relatifs que les avancées technologiques apportent à une minorité.

D'une manière générale, les réserves minières, les espaces disponibles, les écosystèmes et les grands cycles biogéochimiques sont trop limités et/ou trop fragiles pour pouvoir satisfaire les désirs infinis des générations de populations qui, en principe, sont amenées à se succéder sur terre. Bref, selon l'option forte de la durabilité que LaRevueDurable prône, les habitants des pays riches et industrialisés doivent changer de comportement pour réduire leur niveau de consommation. D'autant plus vite que la société industrielle exporte son modèle de développement non durable partout sur la planète.

Les habitants des pays riches doivent changer de comportement

Il reste que, quand bien même la société industrielle, parce que informée et sensibilisée, se mettrait à réaliser les limites du pouvoir des technologies, elle ne pourrait pas d'emblée changer de comportement. Le cadre culturel et institutionnel qui guide sa manière de vivre et régit son action politique ne le permettrait pas. Pour changer cette situation, ce sont les valeurs, normes, lois, règles, politiques publiques, coutumes et habitudes qui guident la façon de produire, d'échanger, de consommer et de fixer des limites dans la société industrielle qu'il faut modifier. Or, en s'étendant partout sur la planète, la société industrielle lamine et anéantit d'autres sociétés dont les pratiques et les modes de vie pourraient justement l'inspirer dans sa quête d'un autre cadre culturel et institutionnel pour tendre vers la durabilité.



Les règles et les normes en place dans la société industrielle ont pour mission historique d'affronter la rareté. Elles se sont fermement installées dans les esprits après la Seconde Guerre mondiale. De fait, elles sont aujourd'hui totalement inadaptées pour faire face à la surabondance et aux déséquilibres sociaux et écologiques globaux de plus en plus catastrophiques qui caractérisent le monde. Privilégiant le raisonnement économique, elles assignent une valeur monétaire à tous les composants de la nature selon leur seule utilité et se focalisent sur l'objectif de la croissance du produit intérieur brut (PIB) que les sciences et les technologies doivent nourrir. Prisonnière de ce carcan et de cet objectif ultra réducteur, la culture politique et syndicale dominante au sein de la société industrielle confère aux facteurs économique et technologique un avantage excessif au détriment d'autres facteurs culturels, sociaux et écologiques.

Mettre en place d'autres indicateurs

Fondamentalement, deux grandes voies peuvent aider à changer le cadre des comportements individuels et collectifs pour orienter la société industrielle vers la durabilité. La première est de cesser d'encadrer le développement dans une référence exclusive à l'économie. Une société saine ne saurait se limiter à assigner des valeurs économiques à ses éléments constitutifs : elle doit accorder aux valeurs culturelles et spirituelles la place centrale qui leur revient lorsqu'elle fixe les priorités de son développement.

Au minimum, cela signifie qu'il est urgent d'arrêter de donner la priorité au PIB pour organiser et fédérer les politiques publiques. Le monde a aujourd'hui besoin d'autres référentiels. Pour mettre le cap sur l'avenir, rien n'empêche d'envisager la mise en jeu d'une multiplicité d'indicateurs renvoyant aux diverses dimensions de la vie : la manière de vivre au quotidien et d'être ensemble, l'accès à la nourriture, aux soins et à l'éducation, l'exercice des libertés politiques, sans oublier la prise en compte des contraintes qu'impose la préservation des écosystèmes.

Valoriser une approche « multi-indicateurs » ouvre la voie à une optique de « comparabilité faible » entre pays. Plusieurs instances internationales – Programme des Nations unies pour le développement, Banque mondiale – élaborent des indicateurs synthétiques de développement qui agrègent des aspects sociaux et environnementaux au PIB. Cette démarche relève d'une approche de « comparabilité forte », qui persiste à juger tous les pays sur la base d'un critère unique. En préconisant que chaque pays choisisse sa propre panoplie d'indicateurs, l'optique d'une comparabilité faible s'oppose à la prétention hégémonique du modèle dominant, respectant ainsi la diversité culturelle qui forge l'humanité. A l'instar de la démocratie et de la justice, la durabilité forte est un idéal moral que chaque société doit pouvoir adapter à son histoire et à ses ambitions propres.

Renforcer la démocratie délibérative

Pour choisir les indicateurs prioritaires et savoir quelle société construire, la délibération publique est nécessaire pour tenir compte des diverses aspirations humaines. C'est la seconde voie majeure à laquelle LaRevueDurable se réfère : permettre l'expression optimale des libertés humaines fondamentales en renforçant la démocratie. Cela ne veut pas dire qu'il faille installer partout sur la planète des institutions démocratiques prédéfinies, au risque de les voir immédiatement gangrenées par la corruption. Cela signifie plutôt qu'il faut développer des outils institutionnels ou des méthodes aptes à inclure, partout et au maximum, tous les individus à la discussion collective sur les buts du développement et les moyens d'atteindre ces objectifs.

Il peut sembler paradoxal d'estimer qu'un surcroît de démocratie peut aider à accepter une série de contraintes liées à une authentique prise en compte de la dimension écologique de la vie humaine. Le fait est qu'il s'agit là d'un acte de foi à l'égard de l'humanité. LaRevueDurable refuse en effet de penser que l'humanité acceptera de se suicider en poursuivant sur la voie d'un mode de vie intenable à long terme – comme c'est le cas aujourd'hui – si on lui donne les moyens de choisir une autre destinée. C'est aussi un acte de réalisme : les

technologies ne pouvant pas tout résoudre ou tout réparer, il revient à chacun de s'impliquer pour élaborer des solutions plausibles. Nul groupement de scientifiques ou de technocrates d'aucune sorte ne réglera jamais le défi de la durabilité en décidant pour les autres.

Donner envie

En accord avec ces valeurs et ces choix, LaRevueDurable propose tous les deux mois un dossier sur un enjeu de société. Elle le fait en mettant en avant le plus possible d'initiatives que des pouvoirs publics, des associations ou des industriels mettent en place. L'idée principale est de décrire des expériences réussies ou, lorsqu'elles font défaut, des campagnes ou des propositions constructives.



Pour orienter l'humanité vers un développement durable dans sa version la plus forte, la volonté populaire – et donc politique – manque. Ce déficit est en partie lié à l'absence de lieux solides, fiables et durables susceptibles de donner envie à chacun de croire en cette cause et de s'y investir.

En donnant des pistes pour agir, LaRevueDurable voudrait encourager le plus possible de gens « ordinaires », là où ils se trouvent, à passer de l'indifférence à l'engagement, du défaitisme à la responsabilité, de la critique dénonciatrice à l'action concrète. Ses animateurs ont un souhait : que ses lecteurs s'inspirent des propositions que la revue répercute pour les promouvoir là où ils vivent, là où ils préparent l'avenir. ■

LRD